

du Nord-Ouest (M. Orange) est présent à la Chambre; il sait ce qui se passe dans le Nord. Il sait que l'industrie pétrolière affronte des incertitudes.

**M. Orange:** Il s'est produit certains changements.

**M. Horner:** Le député peut faire son propre discours. Sa voix vaut probablement plus que la mienne. Il sait que l'industrie pétrolière n'est pas particulièrement heureuse des changements qui se sont produits. Il sait que l'industrie a perdu énormément d'argent; je présume qu'il sait également que M. Brown de la société Home Oil a perdu des sommes importantes dans des opérations de prospection dans le grand Nord.

**Une voix:** En Alaska.

**M. Horner:** En Alaska, certainement. Je le demande, l'industrie a-t-elle été encouragée à se rendre dans le Nord? Pas du tout. L'industrie tout entière est en révolution. Je sais que le ministre s'est rendu à Denver pour y prononcer son fameux discours. Et maintenant les Américains disent: «Remplissez vos pipe-lines de pétrole canadien.» Ils disent cela à cause de la situation au Moyen-Orient et parce que les Arabes veulent dicter leurs conditions en ce qui concerne le prix et le volume du pétrole acheminé vers l'Occident. Voilà pourquoi les Américains désirent remplir leurs pipe-lines de pétrole canadien. Ce n'est pas parce que le ministre s'est rendu aux États-Unis et a prononcé un discours dans lequel il a sévèrement réprimandé les Américains pour leur attitude envers le Canada.

• (10.10 p.m.)

On a beaucoup parlé récemment des ressources pétrolières du Canada. Les effets qu'aura le Livre blanc sont évidents. J'aimerais citer un passage d'un discours prononcé récemment par M. Robert Bryce et paru dans le *Canada Month*:

«Pourquoi toute cette émotion?» demande l'ancien sous-ministre de la direction de l'impôt, M. Robert Bryce. Ainsi qu'il l'expliquait dans un discours adressé à des fonctionnaires, le Livre blanc ne dissipera pas l'épargne privée mais la remplacera par l'épargne publique.

Je suppose que c'est ce que le gouvernement attendra quand on lancera la Société de développement du Canada. Il faut cependant se souvenir de ce qu'en a dit le ministre en présentant ce bill à la Chambre. Selon lui, elle ne servira pas à racheter le Canada et elle ne sera pas non plus une société de dernier ressort. On se demande quelle forme pourrait prendre son aide dans un cas comme celui-ci. Sans doute le ministre pourrait-il nous éclairer et peut-être a-t-il encouragé Panarctic à acheter Home Oil.

Toute la question de la possession par les Canadiens de leurs propres ressources doit être jugée en fonction des sommes disponibles et des priorités. Voilà des années que les politiciens parlent de priorités. Aujourd'hui, on pouvait lire dans le *Journal d'Ottawa*:

Pendant l'année financière 1971-1972 le Trésor fédéral dépensera environ 31.5 millions de dollars pour le Centre national des Arts, l'Office national du Film, la Bibliothèque nationale, les Musées nationaux et les Archives publiques.

Je ne dis pas qu'il ne faut rien dépenser. Par contre, une de nos ressources, la dernière compagnie pétrolière

[M. Horner.]

canadienne importante, est en train de nous échapper. Quels efforts faisons-nous? Il est facile au ministre de dire que l'argent ne pousse pas aux arbres. Il peut dire que nous ne disposons pas de dix millions car nous devons dépenser 31 millions de dollars pour autre chose. Dans le même journal, on trouve le titre suivant:

Les cours de langue coûteront 8.8 millions de dollars.

En somme, il s'agit de savoir ce qui compte à nos yeux. Croyons-nous que les ressources du Canada devraient être exploitées par les compagnies plus qu'actuellement, ou que nous pouvons véritablement être en quelque sorte propriétaires du Canada et récolter les profits qu'offrent ces ressources en les laissant disparaître lentement? Abordons la question des règlements et des autres mesures auxquelles le gouvernement peut recourir. Voici ce que dit un article paru aujourd'hui dans le *Globe and Mail*:

Selon des sources proches de l'industrie et du gouvernement fédéral, les règlements fiscaux actuels étranglent à tel point la Home Oil qu'elle doit accepter de l'aide de la compagnie pétrolière américaine.

Être tellement en quête de fonds qu'on force la dernière compagnie pétrolière canadienne à disparaître, voilà qui est abominable. Les doutes au sujet du Livre blanc sur la fiscalité se font sentir depuis trop longtemps. Le ministre aurait dû tirer les choses au clair il y a longtemps. Interrogé sur certains aspects du document, le ministre a dit que les comités l'étudient encore et que lui-même ne savait ce qui en subsisterait. Le comité de la Chambre et celui du Sénat ont terminé leur étude de ce Livre blanc et fait leurs recommandations au ministre. Il serait très facile pour lui de déclarer que les barèmes du Livre blanc applicables aux particuliers ne seront pas mis en œuvre. Il aurait pu le faire il y a six mois. Il pourrait exposer clairement ce qu'il fera à l'égard de l'impôt sur les gains de capital. Il aurait pu en parler il y a déjà six mois, lorsque le comité a déposé ses recommandations.

Le ministre laisse le pays dans une incertitude qui n'encourage pas les Canadiens à investir dans l'industrie des matières premières au Canada. En Saskatchewan la semaine dernière, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) déclarait que nous aurions peut-être besoin de plus de sociétés de la Couronne pour créer suffisamment d'emplois. C'est peut-être le projet que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene) cache dans sa poche. Si nous patientons assez longtemps ce soir, nous en entendrons peut-être parler. Tout cela aurait dû être révélé il y a déjà quelque temps. Personnellement, je ne crois pas que le gouvernement puisse assurer un emploi à chacun au Canada. Nos gens devraient plutôt user de leur propre initiative aujourd'hui comme ils l'ont fait dans le passé. L'an dernier, le ministère de l'Expansion économique régionale a dépensé 98 millions de dollars pour créer un peu plus de 15,000 emplois. C'est dire ce que le gouvernement peut faire. Auprès de nos 668,000 chômeurs d'aujourd'hui, 15,000 ou 16,000 emplois n'est qu'une goutte d'eau dans la mer.

Le gouvernement ne prend pas les moyens voulus pour encourager les Canadiens à investir au pays. Il les encourage plutôt à retirer leurs placements pour les investir ailleurs. Ils vont placer des fonds dans des compagnies étrangères ou les dépenser pour quelque autre nécessité